

PLATTNER, Marc F. et Aleksander SMOLAR (dir.).  
*Globalization, Power, and Democracy*. Baltimore, The Johns  
Hopkins University Press, 2000, 164 p.

Dany Deschênes

Volume 32, numéro 4, 2001

Le projet des Amériques sept années plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704354ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704354ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deschênes, D. (2001). Compte rendu de [PLATTNER, Marc F. et Aleksander SMOLAR (dir.). *Globalization, Power, and Democracy*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2000, 164 p.] *Études internationales*, 32(4), 805–809.  
<https://doi.org/10.7202/704354ar>

le fait que généralement les intérêts des multinationales coïncident souvent avec ceux des gouvernements et par conséquent, ont besoin de leur appui.

Parmi les organisations non gouvernementales à vocation universelle, les Nations Unies sont la plus importante. Quant aux organisations régionales figurant comme acteurs politiques autonomes à l'échelon international, leur coopération peut être basée sur des liens étroits ou scellée par des accords plus ou moins souples. Les instruments dont disposent les acteurs en politique internationale sont ensuite analysés et commentés dans différents tableaux par l'auteur : des instruments classiques de puissance et de négociation utilisés notamment dans les rapports bilatéraux, des moyens de lutte légale ou illégale des groupements intra-étatiques et des conférences diplomatiques.

Les deux derniers chapitres de cet ouvrage sont consacrés au conflit et à la coopération d'une part, et d'autre part aux théories sur la guerre et la paix. Conflit et coopération sont présentés comme la réalisation politique des thèses fondées sur l'optimisme et le moralisme, le pessimisme et le réalisme. Les comportements dans les conflits et les modes de coopération sont analysés à travers les principaux concepts et leur évolution présentée à l'aide de modèles et de simulation. La coopération est présentée ici comme « l'aptitude à mener des négociations aboutissant au consensus (notamment dans le cas des jeux des sommes positives). Le déroulement des négociations suppose bien sûr la non-

violence » p. 289. Toute forme de coopération suppose donc le consensus sur son mode de règlement, et c'est grâce à la coopération que la donne internationale demeure contrôlable.

Quant aux théories sur la guerre et la paix, l'auteur est revenu sur les deux écoles de recherche pacifique et conflictuelle. Les différentes théories de la violence sont recensées et analysées et même récapitulées dans un tableau à la page 340. À l'opposé des théories sur la violence, celles qui se donnent pour mission de rechercher et d'articuler les voies et moyens favorisant la paix sont aussi recensées, analysées et récapitulées au tableau 18 à la page 355.

Ce sont là les idées essentielles de cet ouvrage qui a surtout mis l'accent sur les recherches actuelles en relations internationales. C'est davantage un ouvrage dans lequel l'auteur a tenté d'expliquer un peu plus clairement l'essentiel de la connaissance dans la discipline.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'administration  
Cotonou, Bénin*

### **Globalization, Power, and Democracy.**

PLATTNER, Marc F. et Aleksander  
SMOLAR (dir.). Baltimore, The Johns  
Hopkins University Press, 2000, 164 p.

La question des facteurs internationaux est de plus en plus à l'agenda des programmes de recherche sur les processus de démocratisation. L'ouvrage dirigé par Marc. F. Plattner et Aleksander Smolar s'intéresse principalement à l'impact du système

international sur l'adoption de la démocratie. En filigrane de l'ouvrage, on constate que la conception de la démocratie est avant tout libérale. L'ensemble des chapitres est issu d'un colloque tenu à Varsovie en juin 1998 sur le thème « Relations internationales et démocratie ». Les chapitres 2 et 3 ont déjà fait l'objet d'une publication dans la revue *Journal of Democracy* en janvier 1999 de même que le chapitre 5 en avril 2000. L'ouvrage est divisé en quatre sections : le système international après la guerre froide, la dimension européenne, la promotion de la démocratie et l'économie internationale. La conclusion est réalisée par l'ancien conseiller à la sécurité du président américain Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski.

Dès l'introduction, Plattner et Smolar soulignent que le nouvel ordre international émergeant des ruines de la guerre froide est marqué par la mondialisation ; c'est la trame de fond de l'ouvrage. Ainsi, le débat sur la nature du système international à venir pose la question centrale du statut de la démocratie libérale et de son rôle dans le futur. La première section sur le système de l'après-guerre froide se compose des réflexions de Samuel Huntington, de Jean-Marie Guéhenno et de Robert Cooper. Tout d'abord, Huntington considère que deux éléments structurent le nouvel ordre international. Premièrement, il revient sur sa proposition concernant le *Choc des civilisations*. Pour lui, cette hypothèse est de plus en plus confirmée par la plupart des événements de l'actualité. La seconde, plus féconde à mon sens, est que le système international évolue d'un éphémère moment unipolaire vers un

système qui deviendra pendant ce siècle multipolaire. Présentement toutefois, le système international peut se définir comme système *uni-multipolaire*. Sans entrer dans les menus détails, cette proposition repose sur la place actuellement occupée par les États-Unis comme seule superpuissance mondiale. Un système *uni-multipolaire* se définit par le fait que la résolution des problèmes internationaux nécessite l'action de la superpuissance en collaboration avec certains États majeurs du système ; par contre, la superpuissance peut poser son veto à l'action d'une coalition d'États. Il en découle qu'Huntington considère que la domination des États-Unis sur l'ensemble de la scène internationale est passagère et que le contexte futur pourra être de moins en moins propice à l'adoption de la démocratie, hors des zones de l'Occident, en raison de la fracture culturelle et religieuse. Les deux textes suivants s'éloignent des conceptions du politiste américain et proposent une réflexion assez complémentaire l'une de l'autre. D'emblée, Jean-Marie Guéhenno rejette clairement la proposition de considérer les clivages culturels et religieux comme des éléments logiques d'agencement du système international. De plus, Guéhenno considère que de réfléchir en termes de système international, comme idée logique unificatrice, est inadéquat pour penser la scène internationale suivant la fin de la guerre froide. Ceci s'explique par le fait que la scène mondiale repose sur le double mouvement contradictoire : mondialisation et fragmentation. Dans le même ordre d'idée, Cooper considère que le nouveau socle de l'ordre

international en formation s'inscrit dans ce double processus. Par contre, il emploie une terminologie différente de Guéhenno : il parle volontiers d'intégration et de désintégration. Pour Cooper, la question de la démocratie s'insère dans ce mouvement opposé. Il affirme que l'effondrement des États multinationaux de l'ancien Bloc de l'Est est une conséquence du rôle de désintégration qu'a joué la démocratie, et à l'opposé, le maintien de l'OTAN, malgré la disparition de la cause première de son existence, démontre l'aspect intégrateur de la démocratie en raison des normes attachées à l'adhésion de l'alliance. Toutefois, il apparaît paradoxal pour Cooper que le succès des formes d'intégration économique et militaire n'ait pas permis de développer plus en avant l'intégration politique ; l'État demeure le lieu premier de la légitimité démocratique. En ce sens, la contribution de Philippe Schmitter qui ouvre la seconde section sur les dimensions européennes poursuit cette réflexion. Pour Schmitter, l'exemple de l'Union européenne (UE), démontre bien que l'État est concurrencé par des forces d'intégration supranationales et des forces de désintégration subnationales. Pour ce dernier, l'UE demeure l'enjeu de nouvelles formes possibles de citoyenneté, de représentation et de prises de décisions politiques.

Le texte de Jacques Rupnik propose une comparaison judicieuse entre deux périodes historiques où l'établissement de régimes démocratiques en Europe centrale était à l'ordre du jour : à la sortie de la Grande Guerre (1914-1918) et récemment, lors de l'effondrement du Bloc de l'Est en 1989. Pour Rupnik, ce qui explique l'échec dans l'entre-deux-guerres vient

du fait que la région était divisée par la présence de conflits de minorités et de problèmes de frontières découlant des traités de paix de 1919-1920 et surtout, que l'ombre de l'Allemagne et de sa politique étrangère était contraire à la promotion des valeurs et des comportements démocratiques, ce qui n'est plus le cas actuellement. Rupnik affirme que l'existence d'organisations régionales telles que l'OTAN ou l'UE a un impact favorable sur les pays centre-européens.

La troisième section, de son côté, fait l'objet de deux textes et s'intéresse aux promoteurs de la démocratie au plan international. Chacun des deux auteurs, Adam Rotfeld et Robert Kagan, accordent la prédominance de la promotion de la démocratie à des acteurs différents. Rotfeld construit son analyse à partir de la reconstruction d'un nouvel agenda de sécurité. Il remarque que de nouveaux principes et normes, dont les droits humains, concurrencent les anciens, dont celui de l'égalité des États et le principe de non-intervention ; ainsi, la souveraineté n'est plus un absolu. Selon Rotfeld, pour répondre aux crises futures, il faut obligatoirement adopter les grands principes sur lesquels repose la démocratie libérale. Il est donc important que le nouveau système de sécurité soit réellement multilatéral et que les organisations qui le composent, comme l'OSCE, véhiculent les valeurs démocratiques et la nouvelle solidarité internationale que Rotfeld perçoit depuis la décennie 1990.

De son côté, Robert Kagan insiste plutôt sur le rôle de la première puissance mondiale dans la promotion de la démocratie ; il s'agit bien sûr des

États-Unis. Pour ce dernier, le contexte actuel est propice à la démocratie en raison de la bienveillance hégémonique des États-Unis. Il est très clair pour Kagan que la montée irrésistible de l'hégémonisme américain aide à la propagation de la démocratie à travers le globe et que cette diffusion de la démocratie renforce la position dominante des Américains sur l'échiquier mondial. Le constat est assez simple : plus Washington pourra assurer son influence prépondérante sur le monde, meilleures seront les chances futures de la démocratie. Pour maintenir cette place, Kagan croit que la politique étrangère des États-Unis ne doit pas être dominée par une conception essentiellement basée sur les préceptes de l'école réaliste. Elle doit plutôt s'inspirer de l'histoire du pays et se modeler sur un idéalisme prudent. Dans la dernière section, les textes de Kung Won Kim et de Ethan Kapstein et Dimitri Landa tentent de bien comprendre le rôle de l'économie internationale dans l'adoption et le maintien de la démocratie. On constate que les deux écrits balisent bien les conséquences possibles de l'économie internationale sur la démocratie. En effet, la relation entre économie capitaliste et démocratie demeure une question controversée. Pour Kim, le commerce international est largement positif pour la démocratie. Il permet de diffuser le savoir et de produire plus facilement certains changements sociaux. Il considère également que certaines interventions d'organisations économiques internationales, comme le Fonds monétaire international, peuvent jouer un rôle favorable dans l'adoption de mesures compatibles avec la démocratie. Pour sa part, l'essai de Kapstein et Landa

propose d'analyser la mondialisation économique et sa relation avec la démocratie. Selon les auteurs, celle-ci peut amener deux résultats différents. L'ouverture économique peut favoriser la croissance économique qui est favorable au développement et à la consolidation des institutions démocratiques. Cependant, cette ouverture peut aussi promouvoir des écarts de richesse, des graves problèmes d'emploi, etc., qui vont diminuer sensiblement le développement global de la richesse et ainsi favoriser les problèmes sociaux de toutes sortes et rendre largement inopérantes les institutions démocratiques. Ainsi, il est maintenant nécessaire de prendre en considération les oubliés de la mondialisation pour permettre de poursuivre la relation globalement positive entre économie et démocratie. Dans cette perspective, les auteurs proposent que les pays riches puissent développer des marchés de capitaux plus ouverts et plus efficaces pour répondre à ces problèmes et aussi, que l'aide internationale soit davantage tournée vers le support d'activités permettant de sortir du cercle vicieux du marasme et de l'exploitation économique.

Dans l'ensemble, l'ouvrage propose un tour d'horizon assez complet des différentes dimensions concernant l'impact des facteurs internationaux sur la démocratisation. Une petite lacune toutefois : il est malheureux que le rôle de la société civile et des organisations, telles que les syndicats ou des partis politiques, ne fasse pas l'objet d'un chapitre. Il pourrait aussi décevoir tous ceux qui cherchent de nouvelles hypothèses de travail ou qui souhaitent dépasser une conception largement libérale de la

démocratie. Dans l'ensemble, cet ouvrage est un outil utile et intéressant pour ceux et celles qui s'intéressent à la problématique du rôle des facteurs internationaux dans les processus de démocratisation suivant la fin de la guerre froide.

Dany DESCHÈNES

*Chargé de recherche  
IQHEI, Université Laval, Québec*

### **Maîtriser la mondialisation. La régulation sociale internationale.**

*De SENARCLENS, Pierre (dir.). Paris,  
Presses de la Fondation Nationale des  
Sciences Politiques, 2000, 243 p.*

Le sous-titre de l'ouvrage indique le thème de ce travail regroupant les contributions de sept auteurs. Il s'agit de poser et d'analyser la question de la régulation sociale, compte tenu des contraintes et des spécificités découlant du phénomène de la mondialisation.

À travers les différents chapitres sont abordés trois sujets qui découlent logiquement de cette problématique générale. En premier lieu, on pourra mieux saisir quelles sont les difficultés, sur le plan des questions sociales, que la mondialisation cause. En deuxième lieu, on découvrira les contraintes auxquelles sont confrontés États et organisations internationales dans le cadre de leurs responsabilités respectives. Enfin, en troisième lieu, sont posées des pistes de réflexion et des ébauches de solutions qui permettent effectivement de répondre aux problèmes et aux incertitudes mis en lumière.

Cependant, le livre n'est pas ainsi exactement articulé. En effet, les contributions sont plus spécialisées et reflètent les préoccupations res-

pectives de chacun des auteurs. Ainsi, si un premier chapitre, quelque peu introductif, porte sur la question de la régulation sociale dans le nouveau contexte international, deux autres sont plus orientés sur le problème de l'État et les quatre autres abordent la question générale à partir du rôle d'une organisation spécifique : OMC, OIT, Banque Mondiale, Union Européenne.

Malgré les sensibilités propres à chacun des auteurs, tous partagent une même idée de départ sous forme d'une préoccupation : les retombées positives de la mondialisation, de nature économique et sociale, sont inégalement réparties sur la planète. Le phénomène de la mondialisation n'est pas comme une espèce de diffusion générale de la richesse, à travers l'ensemble du monde, quelque part, bien au contraire. En effet, force est de constater que cette mondialisation se traduit, de fait, par la création de pôles de richesse et la constitution de centres de pouvoir économique. C'est ainsi que la mondialisation, loin d'être un processus d'homogénéisation, est, au contraire, porteur d'une dynamique d'hétérogénéisation. Du fait de la mondialisation, les écarts de richesse se creusent ; à la fois entre zones régionales ou continents ; mais aussi entre individus à l'intérieur d'une même société. Bref, le lecteur ne peut être qu'en accord avec les auteurs, la mondialisation est cause de nouveaux problèmes sociaux qui, compte tenu de leurs spécificités, imposent une réponse appropriée, de la part de la communauté internationale. À la mondialisation économique fait pendant une internationalisation des questions sociales.